



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 2462

Texte de la question

MOBILISATION EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE CONTRE LE TERRORISME

M. le président. La parole est à M. Joaquim Pueyo, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Joaquim Pueyo. Ma question s'adresse au ministre des affaires étrangères. À la suite des tragiques événements de la semaine dernière, les Français ont massivement répondu à l'appel à l'unité nationale lancé par le Président de la République.

À tous ceux qui voulaient les faire basculer dans la peur et dans la division, ils ont répondu que notre pays ne céderait pas. Le 11 janvier, cinquante chefs d'État et de gouvernement ont défilé à Paris pour réaffirmer leur soutien et leur détermination. Ils ont montré au monde entier que les terroristes ne sauraient abattre les valeurs fondatrices de nos démocraties.

Les Français nous ont adressé un message fort, celui d'un attachement profond aux valeurs républicaines ainsi qu'à la laïcité. Notre responsabilité d'élus est de répondre à leurs attentes par des mesures permettant à tous, sans renier les grands principes républicains, de continuer à vivre en sécurité.

Dimanche, la mobilisation ne connaissait pas de frontières. La menace djihadiste n'en connaît non plus. Pour cette raison, la réponse à cette menace doit être européenne et internationale.

Le Premier ministre a annoncé hier sa volonté de renforcer les échanges d'information, ainsi que la coopération entre les États européens. Le renseignement demeure en effet fondamental pour lutter contre un ennemi protéiforme. Il a également affirmé la nécessité de voir aboutir, au sein de l'Union européenne, le système du *Passenger Name Record*, le PNR. Le développement d'Europol, ou encore la mise en place d'un parquet européen pourraient également participer de cette coopération.

La France est en première ligne, notamment dans la bande sahélo-saharienne et en Irak. Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour saluer à nouveau le dévouement remarquable des troupes françaises engagées sur tous les théâtres d'opération.

Le Premier ministre a également rappelé que notre pays assumait son rôle pour ce qui est de défendre les intérêts stratégiques de l'Europe, et que les actions menées pour ce faire étaient coûteuses. La solidarité européenne doit donc aussi s'exercer sur le plan budgétaire. Ma question est donc la suivante : comment la mobilisation européenne et internationale contre le terrorisme va-t-elle se traduire dans les mois à venir, y compris sur le plan budgétaire ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères et du développement international*. Monsieur le député, vous avez eu raison de souligner que l'émotion internationale a été très forte ces derniers jours. Bien sûr, le quart des dirigeants de la planète s'est trouvé physiquement présent à Paris, mais, au-delà, nous avons tous vu – je crois que cela a beaucoup touché nos compatriotes – un grand nombre d'autres dirigeants et de simples citoyens, à travers le monde, manifester leur émotion.

Cela montre à la fois que la France est porteuse de quelque chose d'universel et que notre pays est considéré comme une puissance particulière.

Dans la mesure où le risque est international, la réponse doit l'être elle aussi. S'agissant de l'Europe, toute une série de réunions est prévue dans les jours qui viennent : réunion des ministres des affaires étrangères lundi prochain, des ministres de l'intérieur le 29 janvier, et des chefs d'État et de gouvernement au début du mois de février. Certains sujets y seront traités très concrètement. Vous avez évoqué la question du PNR. Se posent également celle d'internet, ainsi que celles du contrôle des armes et du contrôle physique de certains individus. Ces sujets doivent être traités non seulement en Europe, mais également au niveau mondial – je pense en particulier aux pays d'où proviennent beaucoup de terroristes étrangers.

L'action doit donc être menée par tous. La France – je fais là allusion, monsieur le député, à l'une de vos propositions – y prend toute sa part. Il faut que les choses soient bien claires : si chacun est présent au moment de l'émotion, chacun doit l'être également au moment de l'action.

Nous allons travailler dans cet esprit, en particulier avec nos partenaires européens. Encore une fois, puisque le risque est international, la réponse doit l'être aussi. Il y a eu une grande émotion internationale : elle doit maintenant être transformée en énergie internationale pour l'action. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Joaquim Pueyo](#)

Circonscription : Orne (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2462

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 janvier 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 janvier 2015](#)